

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana – Fahafahana – Fandrosoana

LOI n° 2009-002
relative aux partis politiques

EXPOSE DES MOTIFS

Madagascar compte actuellement plus de cent quatre vingt partis politiques enregistrés. Toutefois, nul n'ignore combien d'entre eux participent réellement à la vie publique. Certains n'existent que de nom, d'autres ont été créés pour briguer un quelconque mandat électif et perdus de vue à la suite de leur défaite électorale, d'autres à la suite de circonstances politiques précises pour se faire connaître un peu plus. Le multipartisme tel que consacré par l'Ordonnance n°90-001 du 09 mars 1990 portant régime général des associations et partis politiques n'a fait que détériorer les conditions d'exercice de la politique. Ladite ordonnance qui a permis à des organisations apolitiques et même aux simples citoyens de se porter candidats à des élections paraît ainsi être dépassé par les événements. Elle n'est plus en mesure de contenir le foisonnement des partis politiques à tel point que ces derniers ne jouent plus les fonctions à eux dévolues dans l'échiquier politique : éducation citoyenne, encadrement de ses membres,...

Un nouveau cadre législatif qui s'inspire des principes de la bonne gouvernance et de redevabilité sociale s'impose si l'on veut maîtriser ce multipartisme effréné et débridé et mettre ainsi un terme à la création opportuniste de partis politiques le lendemain de l'annonce de la tenue d'une quelconque élection. Désormais, la « professionnalisation de la politique » est de mise, de façon à réduire le nombre des partis et à réserver l'exercice d'activités politiques aux seuls partis politiques légalement constitués.

La présente loi se justifie à plus d'un titre. Elle permet aux partis politiques légalement constitués :

- de se consacrer pleinement aux activités politiques ;
- d'assainir les pratiques politiques par le regroupement des associations ou partis politiques actuellement existants, par la réduction du nombre des partis politiques dans une proportion considérable et par la moralisation de la vie publique.

Elle offre par ailleurs aux partis politiques le droit de bénéficier, dans les conditions fixées par la présente loi, des subventions de l'Etat dans la poursuite de leurs missions, outre la possibilité de mettre pleinement en œuvre les règles de l'alternance démocratique et de concourir aux actions de développement de la nation.

Enfin, à titre transitoire, une période de douze mois est prévue pour permettre aux partis politiques de se conformer à la loi.

Tel est l'objet de la présente Loi.

REOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana – Fahafahana – Fandrosoana

LOI n° 2009 - 002
relative aux partis politiques

L'Assemblée Nationale et le Sénat ont adopté en leur séance respective en date du 13 janvier 2009 et du 15 janvier 2009, la Loi dont la teneur suit :

Article premier - La présente loi régit les partis politiques à Madagascar. Elle définit notamment les règles relatives à la création, à l'organisation, au fonctionnement et au financement des partis politiques.

Elle garantit l'égalité de chances et d'obligations en droit des partis politiques pour renforcer la démocratie et l'alternance démocratique.

CHAPITRE I
DISPOSITIONS GENERALES

Art. 2 - Le parti politique désigne tout groupement de citoyens, partageant la même idéologie et poursuivant les mêmes objectifs, aux fins de défendre et de mettre en œuvre un programme politique pour le développement socio-économique de la nation par l'exercice de la représentation au sein des différentes institutions au niveau local, régional et national.

Il concourt à la formation de la volonté politique, à l'expression du suffrage universel et à l'exercice du pouvoir par des moyens démocratiques et pacifiques à travers la participation aux élections, l'éducation civique et politique et l'encouragement de la participation des citoyens à la vie publique.

Il exprime ses objectifs dans un programme politique.

Art. 3 - Au sens de la présente loi, on entend par :

1. assemblée, la réunion des membres des sections régionales ou locales du parti ;
2. congrès, l'assemblée générale au niveau national des membres ou des représentants des branches régionales ou locales.

Art. 4 - Tout parti politique doit disposer de statuts, d'un siège, d'un programme politique comprenant un volet éducation civique et développement.

Art. 5 - Tout parti politique doit, à travers ses objectifs et ses activités, contribuer à :

1. la défense de la démocratie et de la souveraineté nationale ;
2. la consolidation de l'indépendance nationale ;
3. la sauvegarde de l'unité et de l'identité nationales ;
4. la sauvegarde de l'intégrité nationale sans exclure toute entreprise d'intégration régionale ou locale qui ne porterait pas atteinte aux intérêts nationaux ;
5. la protection de la forme républicaine de l'Etat.

Art. 6 - La création d'un parti politique ne doit pas porter atteinte à l'unité nationale, à l'intégrité du territoire national et aux principes démocratiques. Elle ne doit en aucune manière procéder d'une motivation discriminatoire fondée sur le sexe, le degré d'instruction, la fortune, l'origine, la race, l'aptitude physique ou la croyance religieuse.

Seules les personnes physiques peuvent être membres d'un parti politique.

Art. 7 - Tout citoyen malgache sans distinction de sexe, âgé de dix-huit ans révolus, jouissant de ses droits civils et politiques, peut adhérer librement à un parti politique de son choix. Il est également libre de démissionner du parti.

Toutefois, nul ne peut être membre de plus d'un parti politique.

Art. 8 - La création d'un parti politique doit faire l'objet d'une déclaration écrite à déposer ou à adresser au Ministère chargé de l'Intérieur.

Un récépissé est délivré après le dépôt de la déclaration de création avec les annexes telles que prévues à l'article 11 ci-dessous.

Ledit récépissé ne confère pas l'existence légale au parti.

Art. 9 - L'arrêté constatant la création et reconnaissant la personnalité morale au parti politique doit intervenir dans les trois mois de la réception de la déclaration de création et des documents y annexés.

En cas de refus, le Ministère chargé de l'Intérieur en notifie au déclarant les motifs à l'expiration du délai de trois mois.

La décision de refus est susceptible de recours devant la juridiction compétente.

Art. 10 - Le silence de l'Administration dans le délai imparti vaut acceptation du dossier. Dans ce cas, le Ministère chargé de l'Intérieur est tenu de régulariser la situation au plus tard dans un délai de quinze jours. Il doit à cet effet prendre l'arrêté prévu à l'article 9 ci-dessus.

L'Administration peut, en tant que de besoin, demander des compléments d'informations au déclarant. Dans ce cas, le délai imparti est suspendu jusqu'à la réception de la réponse.

Art. 11 - Doivent être annexés à la déclaration de création, un dossier composé des originaux et cinq copies respectives :

1. des statuts qui doivent préciser :

- la dénomination du parti ;
- l'objet ;
- le siège, spécialement affecté, acquis à titre gratuit ou onéreux ou en jouissance, et situé sur le territoire national ;
- les emblèmes, couleurs et signes distinctifs ;
- les règles de constitution et de fonctionnement de ses organes de direction et d'administration ;
- les conditions d'admission et de radiation de ses membres ;
- les modalités de réunion des congrès ou des assemblées ;
- les conditions de modification des statuts ;
- la dévolution patrimoniale en cas de dissolution.

2. du procès-verbal de l'assemblée générale constitutive, composée de deux cents membres au moins, appuyé de la liste émargée des participants ;

3. du règlement intérieur ;

4. de la liste des membres dirigeants du parti au niveau de l'organe central avec leurs :

- nom et prénoms ;
- date et lieu de naissance (Fokontany, Commune, District, Région) ;
- filiation ;
- profession ;
- domicile ;
- numéro, date et lieu de délivrance de la carte nationale d'identité ;
- fonction au sein du parti politique ;
- signature légalisée.

Ladite liste doit comprendre au moins neuf membres dirigeants élus dont la moitié est représentative d'au moins six Régions.

Dans tous les cas, un certificat d'apparement doit être joint au dossier de déclaration pour les sections régionales et locales.

Art. 12 - Un Registre National des Partis politiques est tenu au niveau du Ministère chargé de l'Intérieur pour l'enregistrement des partis politiques légalement constitués.

Art. 13 - Le parti politique constitué conformément à la présente loi a droit à la protection de ses noms, emblèmes, couleurs et autres signes distinctifs.

Aucun parti politique ne peut utiliser une dénomination, un emblème, un sigle ou un slogan qui coïncide avec ceux d'un parti légalement créé. Il en est de même de ceux qui sont susceptibles de créer la confusion, notamment, en cas de dissension ou de démission, le nouveau parti éventuellement créé par les dissidents ou les démissionnaires ne doit en aucun cas porter totalement ou partiellement la dénomination, l'emblème, le sigle ou le slogan de leur parti d'origine.

CHAPITRE II

DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT DES PARTIS POLITIQUES

Art. 14 - Tout parti politique est constitué par un organe central, des sections régionales et des sections locales.

Art. 15 - Nul ne peut être élu membre dirigeant d'un parti politique ou de l'une de ses sections, s'il ne remplit pas les conditions suivantes :

- être de nationalité malgache ;
- être âgé de 21 ans au moins à la date de la création du parti ;
- n'avoir jamais été condamné pour crime ou délit ;
- jouir de la plénitude de ses droits civiques et politiques.

Toutefois, tout citoyen âgé de 18 ans révolus peut être chargé d'une fonction de gestion interne.

Art. 16 - Les membres dirigeants d'un parti politique doivent résider dans le ressort territorial de l'organe auquel il appartient.

Art. 17 - Le parti politique doit avoir un bureau exécutif composé des membres dirigeants et d'un organe consultatif.

Art. 18 - Tout parti politique doit tenir un congrès national tous les trois ans au moins sous peine de radiation.

Art. 19 - Le parti politique doit avoir un règlement intérieur qui comporte les modalités d'application des statuts. Copie dudit règlement intérieur est adressée au Ministère chargé de l'Intérieur.

CHAPITRE III DES DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTIS POLITIQUES

Art. 20 - Les partis bénéficient d'un accès équitable aux médias publics par l'intermédiaire d'une personne dûment mandatée par le parti politique.

L'accès aux médias privés est libre sous réserve de se conformer aux lois et règlements en vigueur.

Art. 21 - Les partis politiques ont droit à être mis au courant des informations susceptibles de les intéresser.

Art. 22 - Les partis politiques inscrits au Registre National bénéficient du financement public prévu aux articles 35 et 37 de la présente loi.

Art. 23 - Les partis politiques peuvent éditer des documents ou périodiques dans le strict respect des textes en vigueur.

Art. 24 - Les partis politiques doivent, sous peine de radiation du Registre National :

1. faire annuellement une déclaration d'existence ;
2. notifier l'Administration de toute modification survenue dans la vie du parti ;
3. mettre en place des sections régionales et locales à l'échelon de douze Régions au minimum dans un délai de trente mois à compter de la date de la création du parti. L'organe de la section régionale est composé d'au moins sept membres dirigeants et l'organe de la section locale, d'au moins cinq membres dirigeants.

Art. 25 - Les partis politiques sont tenus de participer aux élections nationales, régionales et locales.

Tout parti politique est radié du Registre National s'il ne présente pas, seul ou avec d'autres partis politiques, de candidats à trois élections consécutives tenues au suffrage universel direct, à l'exclusion de l'élection du Président de la République. La radiation est constatée par arrêté du Ministre chargé de l'Intérieur.

Dans tous les cas, seul un parti politique légalement constitué peut présenter de candidat à une élection.

Art. 26 - Les partis politiques ont le devoir de :

1. respecter scrupuleusement la Constitution, les lois et les règlements en vigueur ;
2. participer activement à la moralisation de la vie publique.

Art. 27 - Les partis politiques doivent s'abstenir de toutes actions tendant à favoriser le racisme, la xénophobie, l'incitation et/ou le recours à la violence, sous peine de dissolution, sans préjudice de toutes poursuites pénales à l'encontre de tout auteur ou complice de l'agissement répréhensible.

Art. 28 - Les réunions et les manifestations publiques des partis politiques demeurent soumises aux lois en vigueur concernant les réunions publiques.

Art. 29 - Aucun parti politique n'est autorisé à créer ou entretenir une organisation militaire, paramilitaire ou autre organisation tendant à mettre en danger l'unité nationale, l'intégrité du territoire, l'ordre et la sécurité publics, sous peine de radiation.

CHAPITRE IV DE LA DISSOLUTION DU PARTI POLITIQUE

Art. 30 - Le parti politique est dissous en cas de :

1. non-respect des conditions d'existence telles que prévues aux articles 18 et 26 de la présente loi ;
2. application des articles 25 et 27 de la présente loi ;
3. fusion de deux ou plusieurs partis politiques ;
4. dissolution volontaire prévue par les statuts.

Dans les deux premiers cas, la décision prise par l'Administration est susceptible de recours en annulation selon la législation en vigueur.

Art. 31 - En cas de fusion de deux ou plusieurs partis politiques, les anciens partis avant la fusion perdent juridiquement leur existence et sont rayés du registre national d'enregistrement des partis politiques. Toutefois, la fusion demeure soumise à l'approbation de l'instance habilitée et selon la procédure prévue par les dispositions statutaires de chaque parti politique concerné.

Art. 32 - En cas de dissolution du parti politique, la dévolution successorale est réglée selon les dispositions statutaires.

CHAPITRE V DISPOSITIONS FINANCIERES

Art. 33 - Les partis politiques financent leurs activités au moyen de ressources propres ou de ressources externes.

Art. 34 - Les ressources propres du parti politique comprennent :

1. les droits d'adhésion et la cotisation annuelle des membres ;
2. les dons et legs autorisés ;
3. les produits des activités légalement reconnues aux partis politiques ;
4. les contributions volontaires et les souscriptions des membres.

Art. 35 - Les ressources externes des partis comprennent :

1. les emprunts souscrits conformément aux lois et règlements en vigueur ;
2. les dons et legs ;
3. les subventions de l'Etat ;
4. les appuis financiers des partenaires.

Art. 36 - La valeur, l'origine et l'utilisation des dons, emprunts et libéralités de source extérieure doivent faire l'objet d'une transparence.

Dans tous les cas, sont prohibées toutes formes de financement provenant de tout Etat ou organisme public étrangers, ainsi que celles dont l'origine est susceptible d'avoir un lien direct ou indirect avec des réseaux terroristes et/ou de blanchiment d'argent.

Art. 37 - Seuls bénéficient du financement provenant du budget de l'Etat les partis politiques inscrits au Registre National.

Le montant de l'allocation qui est fonction du nombre des voix obtenues est fixé par voie réglementaire.

Art. 38 - La gestion des fonds alloués doit observer les règles de gestion qui seront définies par voie réglementaire.

Toutefois, elle doit clairement faire transparaître la source des fonds, leur destination, et l'organe de gestion.

Art. 39 - La transparence dans la gestion des ressources est de rigueur. Le parti politique présente annuellement un rapport financier.

Les modalités d'application du présent article seront précisées par voie réglementaire.

CHAPITRE VI DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 40 - Les partis ou organisations politiques existants disposent d'une période transitoire de douze mois à compter de la date de publication de la présente loi

pour se conformer aux dispositions des articles 8 et suivants ci-dessus sous peine de dissolution d'office.

Art. 41 - Les partis politiques doivent se soumettre à l'obligation de demander une inscription dans le Registre National des Partis politiques, conformément aux dispositions des articles 8 et suivants de la présente loi.

Art. 42 – Les conditions d'octroi des subventions prévues par les articles 35 et 37 ci-dessus ne sont applicables qu'après publication des résultats des prochaines élections.

Les premières allocations de fonds publics aux partis légalement constitués conformément à la présente loi sont fixées par voie réglementaire.

Art. 43 – Des textes réglementaires fixent le régime des partis politiques qui ne remplissent pas les formalités d'inscription au Registre National prévu par la présente loi.

Art. 44 – Des textes réglementaires fixeront en tant que de besoin les modalités d'application de la présente loi.

Art. 45 - Sont et demeurent abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente loi, notamment l'Ordonnance n°90-001 du 09 mars 1990 portant régime général des partis ou organisations politiques.

Art. 46 - En raison de l'urgence et conformément aux dispositions de l'article 4 de l'Ordonnance n°62-041 du 19 septembre 1962 relative aux dispositions générales de droit interne et de droit international privé, la présente loi entre immédiatement en vigueur dès qu'elle aura reçu une publication par émission radiodiffusée et télévisée ou affichage indépendamment de son insertion au Journal Officiel de la République.

Art. 47 - La présente Loi sera publiée au Journal Officiel de la République. Elle sera exécutée comme Loi de l'Etat.

Antananarivo, le 15 janvier 2009

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE,

LE PRESIDENT DU SENAT,

Jacques SYLLA

Yvan RANDRIASANDRATRINIONY

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana – Fahafahana – Fandrosoana

LALANA LAHARANA FAHA-2009-002
mikasika ireo antoko politika

FILAZALAZANA NY ANTONANTONY

Miisa maherin'ny valopolo amby zato ireo antoko politika voarakitra antoratra eto madagasikara ankehitriny. Na dia izany aza anefa, tsy misy tsy mahalala fa vitsy amin'izy ireo no tena mandray anjara amin'ny fiainam-pirenena. Ny sasany dia fantatra anarana fotsiny, ny sasy dia noforoina mba hilatsahana amin'ny fifidianana ary tsy hita taratra intsony taorian'ny faharesena tamin'ny fifidianana, ny sasany kosa dia noforonina taorian'ny tranga politika mazava mba ho fantatra misimisy kokoa. Ny fahamaroan'ny antoko politika izay entin'ny Hitsivolana laharana faha-90-001 tamin'ny 9 marsa 1990 anaovana satam-pitondrana ireo fikambanana sy antoko politika dia tsy nanao afa-tsy ny fanimbana ny fepetra fanaovana politika. Efa nilaozan'ny toetrandro izany hitsivolana izany izay nanaiky ireo fikambanana tsy manao politika eny fa na ireo olon-tsootra hilatsaka hofidina amin'ny fifidianana. Tsy voafehin'y intsony ny fahamaroan'ireo antoko politika ka manjary tsy misahana ny andraikitra tokony hosahaniny anatin'ny tontolon'ny politika intsony izy ireo : fanabeazana olom-pirenena, fampianarana ireo mpikambana,...

Ilaina noho izany ny fametrahana lalàna vaovao mifototra amin'ny fahaizamitantana sy ny fizahana ifotony ny fiainam-bahoaka (*redevabilité sociale*) raha tiana ny hifehezana ny fahamaroana tsy voafehin'ireo antoko politika sy mametra ny fananganana antoko politika isaky ny fampahafantarana ny besinimaro ny fifidianana karakaraina. Manomboka izao dia natao lahasa matihanina ny fanaovana politika, mba hoenti-mampihena ny isan'ireo antoko politika sy manokana ny fanaovana politika ho an'ireo antoko politika mijoro ara-dalàna ihany.

Ny antonanton'izao lalàna izao dia maro. Mamelà ireo antoko politika mijoro araka ny lalàna :

- mba hiompana manontolo amin'ny fanaovana politika izy ;
- mba hanatsara ireo fomba fanao ara-politika amin'ny alàlan'ny fanakambanana ireo fikambanana na antoko politika misy ankehitriny izy, mampihena be dia be ihany koa ny isan'ireo antoko politika ary mikendry ihany koa ny fampanjariana ny fiainam-pirenena.

Manome ihany koa izy, ho an'ireo antoko politika ny zo hahazo, araka ireo fepetra entin'izao lalàna izao, ireo famatsiam-bola avy amin'ny Fanjakana mba hanatrarany ireo tanjony, ankoatra ny fahafahany mampihatra tanteraka ny fitsipiky ny

fifandimbiasam-pahefana sy mandray anjara amin'ireo asa fampandrosoana ny firenena.

Farany, dia omena fe-potoana tetezamita roa ambiny folo volana ireo antoko politika tsy ankanavaka mba hampiharany ireo fepetra entin'izao lalàna izao.

Izay sy izany no antonanton'izao Lalàna izao.

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana – Fahafahana – Fandrosoana

LALANA LAHARANA FAHA-2009-002
mikasika ireo antoko politika

Nolanian'ny Antenimierampirenena sy ny antenimierandoholona tamin'ny fivoriana izay nataony ny faha-13 janoary 2009 sy faha-15 janoary 2009, izao Lalàna manaraka izao :

Andininy voalohany – Izao lalàna izao dia mifehy ireo antoko politika eto Madagasikara. Mamaritra indrindra indrindra ireo fitsipika mikasika ny fananganana, ny fandaminana, ny fomba fiasa ary ny famatsiam-bolan'ny antoko politika izy.

Miantoka ny fitovian'ny herijika sy ny adidin'ireo antoko politika eo anatrehan'ny lalàna mba hanamafisana ny demokrasia sy ny fifandimbiasam-pahefana izy.

TOKO VOALOHANY
FEPETRA ANKAPOBE

And. 2 – Ny antoko politika dia manondro ny vondron'olom-pirenena, mizara firehan-kevitra iombonana ary manjohy tanjona iraisana, mba hiaro sy hampihatra tetikasa politika ho amin'ny fampandrosoana ara-sosialy sy ara-toekarenan'ny firenena amin'ny alàlan'ny fampiasana ny fisoloan-tena eo anivon'nireo andrim-panjakana eny ifotony, eo anivon'ny faritra sy ny firenena.

Manampy amin'ny famoronana ny tsangan-kevitra ara-politika (*volonté politique*), amin'ny fanehoana ny safidim-bahoaka ary amin'ny fampiasana ny fahefana amin'ny fomba demokratika sy tsy misy raorao izy avy amin'ny fandraisana anjara amin'ny fifidianana, fanabeazana olom-pirenena sy ara-politika ary famporisihina ny fandraisana anjaran'ny olom-pirenena amin'ny fiainam-pirenena.

Maneho ireo tanjony amin'ny alàlan'ny tetikasa politika izy.

And. 3 – Araka izao lalàna izao, dia antsoina hoe :

- fivoriambe : ny fivoriana isan-taona ataon'ireo rantsam-paritra na ifoton'ny antoko ;
- kongresy : ny fivoriambe eo anivon'ny firenena ataon'ireo mpikambana na solontenan'ireo rantsam-paritra na ifoton'ny antoko.

And. 4 – Ny antoko politika dia tsy maintsy manana sata, foibe, tetikasa politika ahitana tetikasa mikasika ny fanabeazana ny olom-pirenena sy ny fampandrosoana.

And. 5 – Ny antoko politika dia tsy maintsy manabe voho, amin’ireo tanjony sy ny fampiharany izany :

1. ny fiarovana ny demokrasia sy ny fiandrianam-pirenena ;
2. ny fanamafisana orina ny fahaleovan-tenam-pirenena ;
3. ny fitandroana ny maha-iray sy ny maha-izy azy ny firenana ;
4. ny fitandroana ny maha-iray tsy anombinana ny firenena. Izany anefa dia tsy andraràna ny fandraisana andraikitra fanambàrana ny faritra na ifotony izay tsy manohintohina ny tombotsoam-pirenena ;
5. ny fiarovana ny maha-republika ny fanjakana.

And. 6 – Tsy tokony hanelingelina ny maha-iray ny firenena, ny maha-iray tsy anombinana ny tanim-pirenena sy ireo soatoavina demokratika ny fananganana antoko politika. Tsy azo atao na manao ahoana na manao ahoana ny manangana antoko politika izay mifototra amin’ny fanavakavahana ny amin’ny maha-lahy na maha-vavy, ara-pahaizana, ara-karena, ara-poko, ara-pirazana, ara-tanjaky ny herim-batana, na ara-pivavahana.

Olombelona ihany no afaka mikambana ao anatin’ny antoko politika.

And. 7 – Ny olom-pirenena malagasy tsy anavahana, na amin’ny maha-lahy sy maha-vavy, ary feno valo ambiny folo taona noho mihoatra, sy mizaka ny zon’ny isam-batan’olona sy ara-politika, dia afaka mirotsaka malalaka ho mpikambana ao amin’ny antoko politika izay finidiny. Malalaka toy izany ihany koa ny fametraham-pialany amin’ny antoko.

Na dia izany aza anefa, dia tsy azo atao velively ny mirotsaka ho mpikambana amin’ny antoko politika mihoatra ny iray.

And. 8 – Ny fananganana antoko politika dia tsy maintsy anaovana fanambarana an-tsoratra izay apetraka na alefa ao amin’ny Minisitry miadidy ny Atitany.

Ny tapakila fanamarinam-pametrahana dia omena ao aorian’ny fametrahana ny fanambarana ny fananganana miaraka amin’ireo tovana voalaza ao amin’ny andininy faha-11 etsy ambany.

Ny tapakila fanamarinam-pametrahana dia tsy midika fitsanganan’ny antoko araka ny lalàna.

And. 9 - Ny didim-pitondrana anamarinana ny fananganana sy anekena ny fijoroan’ny antoko politika araka ny lalàna dia tsy maintsy raisina ao anatin’ny telo volana izay nametrahana ny fanambaràm-pananganana omban’ireo antontan-taratasy natovana aminy.

Raha misy tsy fankatoavana dia ampahafantariny ny Ministera miadidy ny Atitany ny voakasika ny antony farafahatarany valo andro aorian'ny fahataperan'ny fe-potoana telo volana.

Ny fanapahana fandàvana dia azo toherina eo anoloan'ny fitsarana mahefa.

And. 10 – Ny fahanginan'ny Fanjakana ao anatin'ny fe-potoana noferana dia midika fanekena ny antontan-taratasy. Amin'izany dia ny Minisitera miadidy ny Atitany no mandravona ny zava-misy farafahatarany anatin'ny fe-potoana tsy mihoatra ny dimy amby folo andro. Noho izany dia tsy maintsy mandray didim-pitondrana izy araka izay voalaza eo amin'ny andininy faha-9 etsy ambony.

Raha toa ka ilaina izany, ny Fanjakana dia afaka mangataka fanampim-panazavana amin'ny mpanao fanambaràna. Amin'izany, ny fe-potoana nomena dia mihantona mandrapahatongan'ny fandraisana valin-teny.

And. 11 – Tsy maintsy tovanana amin'ny fanambaràm-pananganana, ny antontan-taratasy izay misy ny modely sy ny tahadika dimy isanisany :

1. ny sata izay tsy maintsy manondro mazava :
 - ny anaran'ny antoko ;
 - ny anton-javatra kendreny ;
 - ny foiben-toerana, azo maimaim-poana na andoavam-bola na ny fananan-jo izay mitoetra ao anatin'ny tanim-pirenena ;
 - ny sary faneva sy loko ary mari-panavahana ;
 - ny fitsipi-panorenana sy ny fomba fiasan'ireo rantsamangaika eo amin'ny fitondrana sy ny fitantanan-draharahany ;
 - ny fepetra ahazoana mandray ny mpikambana sy mandroaka azy ;
 - ny fombafomba amoriana ny kongresy na ny fivoriambe ;
 - ny fepetra ahazoana manova ny sata;
 - ny fitsinjarana ireo fananana raha toa ka misy fandravana.
2. ny fitàna an-tsoratra ny fivoriambe nanorenana ny fikambanana, izay nahitàna mpikambana roanjato farafahakeliny, omban'ny lisitra vita sonian'ireo mpandray anjara ;
3. ny fitsipika anatin'ny ;
4. ny lisitry ny mpikambana tompon'andraikitra ny antoko eo anivon'ny ratsamangaika foibe, miaraka amin'ny :
 - anarana sy fanampiny ;
 - daty sy ny toerana nahaterahana (Fokontany, Kaominina, Distrika, Faritra) ;
 - ny fiankohonany ;
 - ny asa aman-draharaha ataony ;
 - ny fonenany ;
 - ny laharana, sy ny vaninandro ary ny toerana nanomezana ny karanpanondrom-pireneny ;

- ny raharaha sahaniny ao anatin’ny antoko politika ;
- ny sonia voamarina eo anatrehan’ny lalàna.

Izany lisitra izany dia tokony hahitana mpikambana tompon’andraikitra voafidy miisa sivy ka ny antsasany dia misolo tena Faritra enina farafahakeliny.

Na manao ahoana na manao ahoana dia ampiarahina amin’ny antontan-taratasy nanaovana fanambarana ny taratasy fanamarinam-pitsanganana avy amin’ny rafitra foibe (*certificat d’apparentement*) ho an’ireo sampana isam-paritra sy ifotony.

And. 12 – Tazonina eo anivon’ny Minisitery miadidy ny Atitany ny Rejisi-pirenen’ny antoko politika izay natao handraiketana an-tsoratra ireo antoko politika miorina araka ny lalàna.

And. 13 – Manan-jo amin’ny fiarovana ny anarany, sary faneva, loko ary mari-panavahana ireo antoko politika miorina araka izao lalàna izao.

Tsy azon’ny antoko politika atao ny mampiasa ny anarana, mari-panavahana, mari-pamantarana na teny filamatra izay mifanojo amin’ny an’ireo antoko mijoro aradalàna. Toy izany koa ny momba ireo izay mety hiteraka fifangaroana, indrindra raha misy ny fisintahana sy ny fametraham-pialana, ny antoko vaovao mety haorin’ny mpisintaka na mpikambana nametra-pialana dia tsy mahazo mitondra mihitsy na amin’ny ampahany na manontolo ny anarana, ny mari-panavahana sy mari-pamantarana na teny filamatry ny antoko niaviany.

TOKO II

NY AMIN’NY FANDAMINANA SY NY FOMBA FIASAN’NY ANTOKO POLITIKA

And. 14 – Ny antoko politika rehetra dia miorina eo anivon’ny rantsa-mangaika foibe, ny sampana eo amin’ny Faritra sy ny sampana ifotony.

And. 15 – Tsy misy na iza na iza azo fidina ho mpitondra ny antoko politika anankiray na ny iray amin’ny sampana miray aminy, raha tsy mahafeno ireto fepetra manaraka ireto :

- mizaka ny zom-pirenena malagasy ;
- feno 21 taona fara fahakeliny amin’ny daty nananganana ny antoko ;
- tsy mbola voasazy noho ny heloka bevava na heloka tsotra ;
- mizaka feno ny zon’ny olom-pirenena na zo politika.

Na izany anefa, ireo olom-pirenena feno 18 taona katroka, dia azo ampiandraiketina ny fitantanan-draharaha an-tokantranon’ny fikambanana.

And. 16 – Tsy maintsy mipetraka anatin’ny fari-piadidian’ny rantsamangaika misy azy ireo mpitondra ny antoko politika.

And. 17 – Tsy maintsy manana birao mpanatanteraka izay ahitana ny mpitarika sy ny rafitra filankevitra ny antoko politika.

And. 18 – Ny antoko politika dia tsy maintsy manatanteraka kongresy nasionaly isaky ny telo taona farafahakeliny, mba tsy ampiarana ny sazy fanafoanana anaty rejisitra.

And. 19 – Ny antoko politika dia tsy maintsy manana fitsipika anatin'ny izay mirakitra ireo fepetra fampiharana ny sata. Ny dika mitovy ny fitsipika anatin'ny dia alefa mivantana amin'ny Minisitery misahana ny Atitany.

TOKO III NY AMIN'IREO ZO SY ADIDIN'NY ANTOKO POLITIKA

And. 20 – Mitovy ny fahafahan'ireo antoko politika rehetra miditra amin'ny haino aman-jerim-panjakana amin'ny alàlan'ny olona nomen'ny antoko politika fahefana.

Malalaka ny fahafahan'ireo antoko politika hiditra amin'ny haino aman-jery tsy miankina raha toa ka manaja tsy misy tomika ireo lalàna sy didy amam-pitsipika manan-kery izy ireo.

And. 21 – Manan-zo hahalala ireo vaovao mety mahasarika azy ireo ny antoko politika.

And. 22 – Ireo antoko politika voasoratra anatin'ny Rejisi-pirenana ihany no afaka mahazo ny famatsiambola voalazan'ny andininy faha-35 sy faha-37 amin'izao lalàna izao.

And. 23 – Afaka manao fanontàna pirinty ireo antontan-kevitra sy gazety ireo antoko politika ka izany dia atao ao anatin'ny fanajana hentitra ireo lalàna velona.

And. 24 – Mba tsy hanafoanana azy ireo anatin'ny Rejisi-pirenena, ireo antoko politika dia tsy maintsy :

1. manao fanambaràm-pisiana isan-taona ;
2. mampahafantatra ny Fanjakana izay fiovana rehetra mikasika ny fiainan'ny antoko ;
3. mametraka ireo rantsam-paritra sy ifotony eo anivon'ny Faritra roa ambiny folo farafahakeliny ao anatin'ny fe-potoana maharitra telopolo volana manomboka eo amin'ny daty nananganana ny antoko. Ahitana mpikambana fito ny rafitry ny ratsam-paritra ary dimy ny an'ny rafitra ifotony.

And. 25 – Tsy maintsy mandray anjara amin'ireo fifidianana tanterahina eo anivon'ny firenena, ny faritra sy ifotony ireo antoko politika.

Foanana anatin'ny Rejisi-pirenena ny antoko politika izay tsy nandrotsaka mpilatsa-kofidina, amin'ny anarany manokana na miaraka amin'ny antoko politika hafa, tao anatin'ny fifidianana telo mifanesy izay andraisan'ny daholobe anjara, ankoatra ny fifidianana ny Filohan'ny Repoblika. Amin'ny alàlan'ny didim-pitondrana raisin'ny Minisitra miadidy ny Atitany no anaovana ny fanafoanana.

Na manao ahoana na manao ahoana, dia ny antoko politika mijoro ara-dalàna ihany no afaka manolotra mpilatsaka hofidina amin'ny fifidianana.

And. 26 – Adidin'ireo antoko politika ny :

1. mitandrina toy ny anakandriamaso ny Lalàmpanorenana ary koa ireo lalàna sy didy amam-pitsipika manankery ;
2. mandray anjara mavitrika amin'ny fampanjariana (*moralisation*) ny fiainam-pirenena.

And. 27 – Ireo antoko politika dia tsy maintsy misakana ireo lahasa mirona amin'ny fampirisihina ny fanavakavaham-bolon-koditra, ny fankahalana vahiny, ny fampirisihina sy/na ny fihazakazahana amin'ny fampiasana herisetra, fa raha tsy izany dia foanana, izany anefa tsy mahasakana ny fanenjehana araka ny lalàna izay nahavita ny heloka na ny mpiray tsikombakomba aminy.

And. 28 – Eo amban'ny fifehezan'ny lalàna velona mikasika ny famoriam-bahoaka ireo fivoriana sy fihetsiketsehana ankalamanjana ataon'ny antoko politika.

And. 29 – Tsy misy na dia antoko politika iray akory aza omen-dàlana hanorina na hamatsy fikambanana ara-miaramila, manakaiky ny maha-miaramila (*paramilitaire*) na fikambanana hafa izay mikendry ny hanohintohina ny maha-iray tsy anombinana ny firenena sy ny filaminam-bahoaka ary ny fandriampahalemana, raha tsy izany dia foanana izy.

TOKO IV NY AMIN'NY FANAFOANANA NY ANTOKO POLITIKA

And. 30 – Foanana ny antoko politika raha toa ka misy ny :

1. tsy fanajana ireo fepetra fisiana voalazan'ny andininy faha-18 sy faha-26 entin'izao lalàna izao;
2. fampiharana ireo andininy faha-25 sy faha-27 amin'izao lalàna izao ;
3. fampikambanana antoko roa na maromaro ;
4. fandravana an-tsitraro voalaza anatin'ny sata.

Amin'ireo tranga roa voalohany, dia azo toherina sy angatahana fanafoanana araka ny lalàna velona ny fanapahana raisin'ny Fanjakana.

And. 31 – Raha toa ka misy fampikambanana antoko roa na maromaro, ireo antoko talohan'ny fampikambanana dia foana eo anatrehan'ny lalàna ary foanana anatin'ny Rejisi-pirenena andraiketana ireo antoko politika. Na dia izany aza anefa, dia tsy maintsy ahazoana fankatoavana avy amin'ny fivoriamben'ireo antoko voakasika izany fampikambanana izany.

And. 32 – Fehezin'ireo fepetra entin'ny sata ny fizaram-pananana (*devolution successorale*) raha toa ka misy fandravana ny antoko politika.

TOKO V FEPETRA ARA-BOLA

And. 33 – Mamatsy vola ireo lahasany amin'ny alàlan'ireo loharanom-bola anatin'ny sy loharanom-bola ivelany ireo antoko politika.

And. 34 – Ireo loharanom-bola anatin'ny antoko politika dia ahitana :

1. ireo latsakemboka ahazoa-milatsaka ho mpikambana sy latsakemboka isantaona aloan'ny mpikambana ;
2. ireo fanomezana sy lova ahazoan-dàlana ;
3. ny vokatr'ireo lahasa neken'ny lalàna hataon'ireo antoko politika ;
4. ireo fandraisana anjara an-tsitrapo sy fandrotsaham-bola nataon'ireo mpikambana.

And. 35 – Ireo loharanom-bola ivelan'ny antoko politika dia ahitana :

1. ireo findramam-bola natao ka mifanaraka amin'ny lalàna sy ny didy amampitsipika manan-kery ;
2. ireo fanomezana sy lova ahazoan-dàlana ;
3. ireo fanampian'ny Fanjakana ;
4. ireo fanampiana ara-bola avy amin'ireo mpiara-miombon'antoka.

And. 36 – Ny tombany, ny fihaviana sy ny fampiasana ireo fanampiana, findramam-bola sy fanomezana avy any ivelany dia tsy maintsy atao ao anatin'ny mangarahara.

Amin'izany rehetra izany, dia voarara ireo endrika famatsiam-bola rehetra avy amin'ny Fanjakana na vondrona ara-panjakana avy any ivelany, ary koa ireo izay mety hanana fifandraisana mivantana na ankolaka amin'ireo vondrona mpampihorohoro sy/na famotsiam-bola.

And. 37 – Noferana ho an'ireo antoko politika voasoratra ao anatin'ny Rejisi-pirenena ihany ny famatsiam-bola avy amin'ny tetibolam-panjakana.

Ferana amin'ny alàlan'ny didy ny tentin'ny famatsiam-bola izay miankina amin'ny isam-bato.

And. 38 – Tsy maintsy manaraka ny fitsipi-pitantanana ferana amin'ny alàlan'ny didy ny fomba fitantanana ireo famatsiambola nomena.

Na dia izany aza anefa, dia tsy maintsy mampiseho ny loharanom-bola, ny nampiasana azy sy ny rafitra mpitantana izany fomba fitantanana izany.

And. 39 – Hentitra dia hentitra ny fangaraharana eo amin'ny fitantanana ireo loharanom-bola. Tsy maintsy manao tatitra ara-bola ihany koa ny antoko politika.

Ferana amin'ny alàlan'ny didy ireo fombafomba fampiharana izao andininy izao.

TOKO VI FEPETRA TETEZAMITA SY FARANY

And. 40 – Omena fe-potoana tetezamita maharitra 12 volana manomboka amin'ny vaninandro amoahana ho fantatry ny besinimaro izao lalàna izao ireo antoko na vondrona politika misy ankehitriny mba hanarahany ireo fepetra entin'ireo andininy faha-8 sy ny manaraka voalaza etsy ambony raha tsy izany dia foanana tsy misy fepetra izy ireo.

And. 41 – Tsy maintsy mangataka ny fanoratana azy anatin'ny Rejisi-pirenena momba ny antoko politika izy ireo, araka ny voalazan'ireo andininy faha-8 sy ny manaraka amin'izao lalàna izao.

And. 42 – Ireo fepetra fahazoana famatsiam-bola voalazan'nireo andininy faha-35 sy faha-37 etsy ambony dia tsy mbola ampiharina raha tsy aorian'ny famoahana ho fantatry ny besinimaro ny valin'ireo fifidianana ho avy.

Ferana amin'ny alàlan'ny didy ireo famatsiam-bola voalohany avy amin'ny Fanjakana homena ireo antoko politika mijoro araka izao lalàna izao.

And. 43 – Hoferana amin'ny alàlan'ny didy ny satam-pitondrana ireo antoko politika izay tsy mahafeno ireo fombafomba fisoratana anatin'ny Rejisi-pirenena voalazan'izao lalàna izao.

And. 44 – Raha toa ka ilaina izany, dia ho ferana amin'ny didy ny fombafomba fampiharana izao lalàna izao.

And. 45 – Foanana ary dia foana ireo fepetra rehetra teo aloha ka mifanohitra amin'izao lalàna izao, indrindra indrindra ny hitsivolana laharana faha-90-001

tamin'ny 9 marsa 1990 anaovana ny satam-pitondrana ankapobe ny antoko na fikambanana politika.

And. 46 – Noho ny hamehana sy araka ireo fepetra entin'ny andininy faha-4 amin'ny Hitsivolana laharana faha-62-041 tamin'ny 19 septambra 1962 mikasika ny fepetra ankapobe soritan'ny lalàna ifampitondrana eto an-toerana sy ny lalàna iraisam-pirenen-tsamihafa amin'ny fifampitondrana ivelan'ny Fanjakana dia manan-kery avy hatrany izao lalàna izao raha vantany vao nampahafantarina ny besinimaro amin'ny alàlan'ny famoahana azy amin'ny fampielezam-peo sy ny fahitalavitra na petadrindrina ankoatra ny famoahana azy amin'ny Gazetim-panjakan'ny Repoblika.

And. 47 – Havoaka amin'ny Gazetim-panjakan'ny Repoblika izao Lalàna izao.

Hotanterahina izany fa Lalàm-panjakana.

Antananarivo, faha-15 janoary 2009

NY FILOHAN'NY ANTENIMIERAMPIRENENA,

NY FILOHAN'NY ANTENIMIERANDOHOLONA,

Jacques SYLLA

Yvan RANDRIASANDRATRINIONY